

Allocations familiales—Loi

du textile. Cet argent sert surtout à créer des emplois pour les Canadiens.

En guise de conclusion, monsieur le Président, je voudrais dire ceci: je souhaite que les députés conservateurs se révoltent un peu. Je voudrais qu'ils défendent les principes pour lesquels ils ont été élus. Je voudrais qu'ils appuient le document de travail du gouvernement sur l'aide aux enfants, qui a été déposé en janvier. Le gouvernement a parlé de redistribuer les revenus de façon à aider les plus démunis sans s'attaquer aux programmes sociaux pour essayer de réduire le déficit. Je demande aux ministériels où est le courage, où sont les convictions pour lesquels ils ont été élus. Je leur demande de ne pas se laisser influencer par le ministre des Finances (M. Wilson) et par le premier ministre lorsqu'il s'agit de décider ce qui est important pour le pays.

Je me souviens que lorsque les conservateurs étaient dans l'opposition, ils faisaient toutes sortes de discours sur l'importance de l'universalité de nos programmes sociaux en disant qu'il ne fallait pas rogner sur ces programmes. Tout d'un coup, depuis qu'ils sont au pouvoir, ils agissent comme les libéraux.

C'était intéressant d'entendre le député de York-Centre (M. Kaplan) dire que le parti libéral se préoccupait beaucoup des allocations familiales. Qu'il me suffise de rappeler à la Chambre qu'en 1970, le parti libéral a présenté un Livre blanc proposant de supprimer presque complètement l'universalité des allocations familiales. Il s'agissait du Régime de sécurité du revenu familial. Le gouvernement voulait fixer un seuil de revenu de \$10,000 dollars au-delà duquel aucune famille ne recevrait d'allocations familiales. Nous avons pourtant entendu un discours sur l'importance de l'universalité il y a un instant. Après avoir déposé son Livre blanc proposant la suppression du caractère universel et des allocations familiales, le gouvernement libéral présenta deux projets de loi à la Chambre des communes; les Canadiens se révoltèrent et ces projets de loi ne furent jamais adoptés. En 1972, le gouvernement était minoritaire. Il retira les deux projets de loi et parce qu'il était minoritaire, il doubla le montant des allocations familiales et les indexa, ce qui était un progrès. Dès que ce parti eut à nouveau la majorité, après 1974, il décida de réduire d'environ 20 p. 100 le montant des allocations familiales. Puis les allocations familiales furent soumises au programme des six et cinq; si le coût de la vie augmentait de plus de six et cinq pour cent, les familles pauvres et leurs enfants y perdaient évidemment. Je prie par conséquent les députés d'exhorter les députés conservateurs, le ministre et le premier ministre à être honnêtes, à respecter les promesses qu'ils ont faites pendant la campagne électorale et à retirer ce projet de loi. Les personnes âgées ont forcé le gouvernement à retirer le projet de loi sur la désindexation des pensions au mois de juin. Ce projet de loi s'attaquait aux personnes âgées et voilà maintenant que les conservateurs s'en prennent aux enfants. C'est le même principe; aussi, les Canadiens devraient se rallier pour défendre leurs enfants et veiller à ce que le gouvernement retire ce projet de loi odieux.

[Français]

M. Marc Ferland (Portneuf): Monsieur le Président, il me fait plaisir de pouvoir m'adresser en cette Chambre sur le projet de loi C-70, concernant les allocations familiales.

J'entends l'opposition depuis quelques jours accuser le gouvernement de vouloir s'attaquer à l'universalité des programmes sociaux. Les libéraux et les néo-démocrates disent que ces mesures sont injustes, antifamiliales, régressives, que c'est honteux d'agir comme cela. Moi, je m'interroge, monsieur le Président. Où étaient-ils ces ténors, ces «Tino Rossi» libéraux d'aujourd'hui que l'on entend chanter à la Chambre depuis des jours et des jours, nous accusant de nous attaquer aux familles? Où étaient-ils en 1982-1983, monsieur le Président, alors que les taux d'intérêt étaient à un niveau jamais vu, des taux usuraires... Les libéraux ont même été obligés d'amender la Loi sur les prêts usuraires au Canada, tellement les taux d'intérêt étaient rendus élevés? Où étaient-ils ces mêmes défenseurs de la veuve et de l'orphelin d'aujourd'hui, où étaient-ils, alors que le coût de la vie annuel était de 12 et 13 p. 100? Qu'ont-ils fait pour aider les familles au moment où vraiment elles en avaient besoin? Eh bien, ils ont imposé les 6 et 5 p. 100. On leur a enlevé leur pouvoir d'achat, on leur a coupé leur pouvoir d'achat annuellement de 6 et 7 p. 100. Aujourd'hui, ces mêmes gens viennent en cette même Chambre; à l'époque on ne les entendait pas dans cette Chambre. Peut-être étaient-ils brimés par leur ministre, à l'époque où on leur disait: Taisez-vous! Nous, nos ministres, au contraire, ils nous encourageaient à parler et à défendre des projets de loi.

Ce que nous proposons nous, c'est d'assurer la famille qu'il y aura un minimum de 3 p. 100 d'indexation qu'ils auront à supporter. Pas des 7 et des 8 p. 100 comme ce fut le cas dans les années 1982-1983. Aujourd'hui, ces mêmes gens nous disent: Non, ce n'est pas correct; vous devez donner la pleine indexation. Mais dans le temps, c'était le temps de le dire, messieurs, mesdames. C'était le temps de vous lever et de dire à votre gouvernement: On n'est pas d'accord sur cela. Ce que vous essayez de faire présentement, c'est gagner du temps. C'est d'essayer de jeter du discrédit sur le meilleur gouvernement que le Canada n'a jamais eu depuis les débuts de la Confédération.

Vous voulez faire croire aux gens que l'on veut s'attaquer aux enfants, aux vieillards, aux personnes âgées et à tout le monde, alors que le bilan de nos activités pour la première année vous rend jaloux de nos réussites.

J'ai 22 pages ici: Un petit aperçu des quelques dizaines de lois ou d'actions que nous avons apportées depuis quelques mois ici, que ce soit au niveau des indicateurs économiques, on a plus de 300,000 emplois réels, pas des 20 semaines, pas des cataplasmes; 300,000 emplois réels permanents que nous avons créés depuis le mois de septembre. Les taux d'intérêt, qui étaient, au moment où nous sommes arrivés, à 13 et 14 p. 100, on les a ramenés à un taux jamais vu depuis sept ans: 9 p. 100 maintenant.

Une voix: Ce n'est pas de votre faute!